



*Picardie*

## **DECLARATION PREALABLE du SGEN-CFDT Conseil Départemental de l'Éducation Nationale 26 Février 2010**

Monsieur le Préfet, Monsieur le Vice-Président du Conseil Général, Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Nous tenons à condamner fermement la politique générale du gouvernement pour la Fonction Publique et tout particulièrement, dans ce CDEN, en matière de service public d'éducation. La politique dogmatique menée par l'Etat est insupportable pour tous: ne pas remplacer un enseignant sur deux qui part à la retraite n'est pas une politique pour l'Ecole. Les conditions de travail et d'enseignement se dégradent au fur et à mesure de la poursuite de ces choix détestables. Cette année, le sabordage par l'Etat de la dimension professionnalisante de la formation initiale des enseignants, dite mastérisation, est tout proprement scandaleux et inadmissible ! C'est un tournant dont les conséquences seront lourdes pour le système éducatif dans les années à venir. Le Sgen-CFDT demande que le gouvernement revienne sur ces décisions.

Cette politique gouvernementale conduit à élaborer des mesures impliquant des moyennes d'élèves par classe élevées dans les écoles et à une diminution horaire équivalente à 17 temps pleins dans les collèges. L'ensemble des structures éducatives de notre département est ainsi touché : les établissements des 1<sup>er</sup> et second degrés ruraux, mais aussi ceux des ZEP urbaines principalement les écoles en RAR dont la spécificité ne peut être occultée. L'aide à la grande difficulté est aussi mise à mal à travers la poursuite du démantèlement des Rased.

Le Sgen-CFDT n'a pas pour principe de s'opposer systématiquement à toute fermeture de poste, aux évolutions des DHG, ou encore aux fusions d'écoles voire à des restructurations d'établissements. Nous ne nions pas la réalité et les évolutions démographiques qui font qu'ici la population scolarisable augmente alors que là elle diminue. Cependant, force est de constater qu'aujourd'hui l'ensemble des mesures qui nous sont proposées sont inacceptables et rejetées par tous, tant par nos collègues que par les parents d'élèves et les élus territoriaux. Ces mesures induisent inévitablement la détérioration des conditions de travail des personnels, des conditions d'apprentissage des élèves mais aussi du climat social, déjà très tendu, notamment dans les ZEP.

Ainsi depuis la réunion du CTPD du 2 février les manifestations contre ce projet ont été et continuent d'être nombreuses et concernent Amiens comme la campagne : Albert, Beaucamps le Vieux, Camon, Cléry sur Somme, Huppy, Longueau, Montdidier, Nesle, Plachy-Buyon/Prouzel, Talmas...

Nous demandons donc que l'ensemble du projet de carte scolaire, écoles et collèges, soit retiré. Nous vous demandons aussi de vous faire notre relais auprès du gouvernement afin de lui faire part de notre volonté de voir abroger ce principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui met à mal le service public d'éducation.

Je vous remercie de votre écoute.